



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement des Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
12, avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le **18 JUIN 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WDP FRANCE

Parc d'activités du Bois Rigault
62880 VENDIN-LE-VIEIL

Références : 289-2025
Code AIOT : 0007003164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 02/06/2025 dans l'établissement WDP FRANCE implanté Parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WDP FRANCE
- Parc d'activités du Bois Rigault - 62880 VENDIN-LE-VIEIL
- Code AIOT dans GUN : 0007003164
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 17/03/2017, la société WDP FRANCE succédait à la société DESCAMPS en tant qu'exploitant du site de VENDIN-LE-VIEIL. La société WDP FRANCE était déjà propriétaire du site.

La société DESCAMPS avait été autorisée au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE à exploiter un entrepôt de stockage de linge de maison.

Par arrêté préfectoral du 07/10/2024 (sur proposition de l'Inspection par rapport du 30/04/2024 suite à une visite d'inspection du 25/03/2014), la société WDP FRANCE était mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

La dernière visite d'inspection du 17/12/2024 (rapport d'inspection du 18/02/2025) mettait en évidence la levée de 6 non-conformités sur les 8 reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 mais aussi la persistance de 2 non-conformités (non-respect des articles 21.2.4 (véhicules stationnés sur la voie engin du site) et 21.3 (présence d'une non-conformité dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage pouvant mettre en échec le système).

Par arrêté préfectoral du 21/03/2025 (sur la base de constats établis sur site le 17/12/2024), la société WDP FRANCE était rendue redevable d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction des articles 21.2.4 et 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003, précédemment rappelées par arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024. L'astreinte, d'un montant de 500 € par jour, a pris effet un mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 21/03/2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect des prescriptions des articles 21.2.4 et 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 reprises à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites réservées à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	Abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 21/03/2025	-
2	Suites réservées à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024	Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003	Abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 et de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 21/03/2025	-

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection et des compléments transmis par l'exploitant par message électronique du 23/05/2025, il a été mis en évidence le respect des articles 21.2.4 et 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003.

Lors de la dernière inspection du 17/12/2024, l'Inspection avait constaté la levée des 6 autres non-conformités des 8 reprises dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024.

L'ensemble des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 sont désormais respectées.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 et l'arrêté préfectoral d'astreinte du 21/03/2025 peuvent être levés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC 1

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024 Article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003		
Thème(s) : accessibilité		
Prescription contrôlée : ARTICLE 1 La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).		
PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<u>21.2.4. - Accessibilité</u> « L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le contournement du bâtiment est assuré, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. Une voie de 4 mètres de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de l'établissement. Les voies en cul de sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour. Les voies de circulation doivent résister à un effort de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre. A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m." Présence de nombreux véhicules stationnés sur la voie engin du site.	21.2.4	7 jours
Constats : Par message électronique du 24/12/2024, l'exploitant nous fournissait un plan daté du 19/11/2024 comprenant les nouveaux aménagements prévus pour la gestion du stationnement (mise en application : avril 2026). En attendant la réalisation des travaux, une sensibilisation a été réalisée auprès des locataires afin de leur rappeler l'importance du respect de l'accessibilité de la voie engin. L'exploitant a indiqué qu'il réalisera des visites périodiques pour s'assurer de la bonne application de cette exigence. Le jour de notre visite d'inspection, il n'y avait pas de véhicules légers appartenant au personnel du site et de poids-lourds (transporteurs) stationnés sur la voie engin (voir photographies en annexe).		
Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024		
Proposition de suites : proposition de levée de l'APMD et levée de l'astreinte		

Nom du point de contrôle : PC 2

Référence réglementaire : Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/10/2024
Article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003

Thème(s) : moyens de secours

Prescription contrôlée :

ARTICLE 1

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé parc d'activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DELAIS
<p><u>21.3. - Moyens de secours</u></p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt. - 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - poteaux de 100 mm - 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures. - D'une réserve d'eau d'incendie de 480 m3 - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. - De robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage.</p>	21.3	1 mois

Constats :

Le dernier rapport de la société (AII) de vérification de sprinklage réalisée le 28/11/2024 mentionnait un point de non-conformité à lever avec risques de mise en échec du système : présence de matelas dans la cellule 1 de l'entrepôt incompatible avec un sprinklage de type E-SFR.

Par message électronique du 23/05/2025, l'exploitant nous communiquait le rapport de la vérification du 19/05/25 de la société SMS (Service Maintenance Sécurité). Celui-ci ne présentait aucun point de non-conformité avec risques de mise en échec du système (vu sur site l'absence de matelas dans la cellule 1).

Type de suites proposées : sans suites, respect de la prescription rappelée par APMD du 07/10/2024

Proposition de suites : levée de l'APMD et levée de l'astreinte

Photos prises sur le site de la société WDP FRANCE le 02/06/2025



